



TROISIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Examens sur place de certains projets
de coopération technique par des membres
du Conseil d'administration: options
pouvant faire l'objet d'une discussion****I. Introduction**

1. Comme l'a décidé le Conseil d'administration à sa 277^e session, en mars 2000, des examens sur place des activités hors siège ont été effectués durant les deux années du biennium 2000-01. Chaque examen a été assuré par trois membres du Conseil d'administration, un pour chaque groupe dans la région concernée. Immédiatement après la 282^e session (novembre 2001), les membres des quatre équipes d'examen ont débattu des quatre rapports d'examen. Comme suggéré par le bureau de la Commission de la coopération technique, bon nombre des informations ont été incorporées dans l'*examen à mi-parcours de la coopération* qui a été présenté à la 283^e session (mars 2002) du Conseil d'administration, et les principales conclusions de l'exercice ont été transmises comme annexe au même document.
2. Durant la session de la Commission de la coopération technique en mars 2002, il a été proposé que la session de novembre 2002 de la commission passe en revue les exercices passés pour décider de la meilleure manière de poursuivre les activités. Par la suite, le bureau et les coordonnateurs régionaux de la commission se sont réunis et ont décidé notamment de se rencontrer lors de la Conférence de 2002 pour discuter de la présentation et du contenu d'un document qui serait exigé pour les discussions de la session de novembre 2002 du Conseil d'administration. En raison des élections au Conseil d'administration, de la désignation des nouveaux porte-parole des groupes et des contraintes de temps durant le mois de juin, il n'a pas été possible d'organiser cette réunion.
3. Le Bureau avait été prié de préparer le présent document qui offre un aperçu de l'expérience des examens sur place et qui met en relief les leçons retenues. Il met en exergue les observations et conclusions de la réunion de novembre 2001 des membres et équipes d'examen sur place; les observations et les déclarations formulées lors de la session de mars 2002 de la Commission de la coopération technique; et certaines questions pouvant être examinées par la suite. Les trois annexes montrent les coûts liés aux dernières séries d'exercices, la liste des personnes associées à ces exercices et, à la demande de l'un

des coordonnateurs régionaux, des informations sur la pratique des missions sur le terrain entreprises par des membres du conseil d'administration du PNUD et de l'UNICEF.

II. Réunion des membres des équipes d'examens, novembre 2001

4. Les membres de l'équipe d'examen ont recensé un certain nombre d'éléments positifs et mis en évidence certaines questions à prendre en compte.

Aspects positifs

5. L'exercice tripartite a été considéré comme positif pour un certain nombre de raisons:
 - a) il a fourni aux membres de la Commission de la coopération technique l'occasion de voir et de comprendre tout d'abord les opérations incluses dans un projet et les nombreuses questions soulevées par la coopération en vue du développement, ce qui a eu pour effet d'accroître les bases et connaissances de la commission;
 - b) le caractère tripartite de l'exercice illustre qu'une approche commune, ciblée sur les questions techniques, contrairement à des visions différentes de groupes particuliers, pourrait être adoptée lorsqu'il s'agit de passer en revue les problèmes de coopération technique;
 - c) cet exercice a donné aux membres du Conseil d'administration des idées sur la possibilité d'une réapplication des projets en conduisant des projets semblables dans d'autres régions d'un point de vue expérimental;
 - d) l'exercice a été bien accueilli par les bénéficiaires, le personnel d'encadrement du projet et le personnel de terrain du Bureau. Cela leur a donné une visibilité immédiate et les a motivés pour continuer le travail à l'avenir.

Orientation et préparation à ces exercices

- e) Des mesures devraient être prises pour s'assurer que ces exercices débouchent sur une amélioration de la gestion des programmes de coopération technique; il faudrait prendre des dispositions pour s'assurer que la rentabilité est prise en compte dans la sélection des examens (nombre de projets et pays considérés) et qu'un usage optimum est fait des avantages que cette activité apporte à la commission;
- f) une plus grande préparation au niveau des équipes tripartites serait utile, et cela antérieurement aux visites. A ce sujet, le Bureau devrait rendre les informations sur les projets facilement accessibles;
- g) tout en continuant à travailler en équipe, les membres devraient envisager la division des tâches ou des visites sur le terrain entre eux afin de couvrir un projet au maximum et tirer le meilleur parti d'une période de temps limitée;
- h) il faudrait que le travail au niveau des réunions régionales soit mieux intégré aux examens sur le terrain. Ces examens devraient constituer un facteur essentiel au niveau des réunions régionales et un thème majeur de discussion;

- i) le maintien de l'équilibre entre hommes et femmes dans la composition des futures équipes serait souhaitable;
- j) des mesures doivent être prises pour maintenir les coûts à des niveaux raisonnables.

III. Débat de la Commission de la coopération technique en mars 2002

6. Le groupe des employeurs a soutenu sans réserve l'exercice des examens sur place. Il a jugé les résultats satisfaisants. Le groupe a eu l'impression que les participants et les donateurs, y compris les membres du groupe des PIEM, avaient jugé l'exercice utile; les gouvernements des pays en développement se sont également montrés enthousiastes et favorables à la conduite de ces exercices. Le Bureau a été appelé à envisager des mécanismes pour les lier de façon formelle aux conférences régionales en gardant à l'esprit le fait que les examens doivent être d'actualité, intéressants et brefs. Les missions organisées pour les examens sur place ont apporté un appui aux fonctionnaires sur le terrain dans leurs tâches et ont été accueillies avec enthousiasme par les gouvernements et les donateurs qui se sont réjouis de l'intérêt et de la participation du Conseil d'administration. Le groupe des travailleurs a estimé que les examens sur place avaient profité à l'Organisation dans son ensemble. Le groupe des PIEM s'est montré réservé sur l'utilité des examens sur place, certains de ses membres estimant que la participation aux examens sur place relevait davantage de la microgestion que d'une gestion stratégique. En outre, des réserves ont été exprimées sur l'intérêt des examens pour les travaux de la commission, qui devraient être la préoccupation principale et non pas les avantages que les participants ont pu en retirer. Le groupe africain s'est déclaré favorable aux examens sur place.

IV. Points pouvant faire l'objet d'une discussion

7. La première question consistait à savoir si:
- les examens sur place devaient être poursuivis.
8. Dans l'affirmative, les paramètres suivants seraient à considérer:
- a) les examens devraient être liés aux *réunions régionales* pour limiter les coûts au minimum;
 - b) les activités devraient être réparties en tenant compte du mandat des personnes chargées des examens afin d'obtenir une couverture maximale des problèmes;
 - c) il conviendrait de se concentrer sur des questions spécifiques plutôt que de rechercher une large couverture;
 - d) les équipes d'examen devront préparer des rapports de synthèse à la fin des missions;
 - e) la manière la plus efficace de faire rapport à la Commission de la coopération technique et à toutes les personnes concernées par la mise en œuvre des projets devrait être définie, si possible en liant les examens aux discussions sur les évaluations thématiques et/ou aux discussions de groupe avec les directeurs régionaux.

9. La deuxième question consiste à savoir si:

- les examens sur place devraient être remplacés par des réunions interactives avec les directeurs régionaux.

Ceci requiert les points suivants:

- a) une identification des domaines dans lesquels la Commission de la coopération technique souhaiterait obtenir des retombées de cette réunion; par exemple programmes dans un domaine technique spécifique et succès et problèmes retenus; coordination des Nations Unies à l'échelle du pays; expérience des rapports ODM (objectifs de développement de l'ONU pour le Millénaire);
- b) réunir les fonctionnaires des régions afin qu'ils fassent rapport à la commission dans le cadre d'une réunion-débat ouverte;
- c) l'une ou l'autre des deux propositions susmentionnées pourrait être liée aux *évaluations thématiques* réalisées chaque année pour la discussion aux sessions de mars du Conseil d'administration.

10. Etant donné que les propositions ci-dessus ne s'excluent pas obligatoirement, on pourrait envisager une combinaison ou les deux à la fois.

V. Réunions régionales à venir durant la période biennale en cours

11. Les réunions régionales ci-après sont prévues en 2002-03:

Amériques: quinzième Réunion régionale, 10-13 décembre 2002.

Afrique: dixième Réunion régionale prévue pour le second semestre 2003.

VI. Coûts et allocations de fonds

12. On trouvera à l'annexe 1 une répartition des coûts liés à l'exercice précédent. Le programme et budget pour 2002-03 ne contient pas de dispositions pour un examen de ce type. Au cas où le Conseil d'administration déciderait d'entreprendre un examen similaire durant la période biennale en cours, la Commission de la coopération technique devra formuler une proposition à la Commission PFA du Conseil d'administration pour faire approuver un arrangement financier.

Genève, le 10 octobre 2002.

Annexe 1

Dépenses liées à l'exercice

1. Le programme et budget pour 2000-01 n'a pas prévu de crédit pour un examen de ce type, et des arrangements financiers ont été pris séparément, approuvés par le Conseil d'administration en mars 2000¹. Le coût de l'examen, qui est estimé à 54 000 dollars des Etats-Unis, a été financé par des économies réalisées dans la partie I du budget.

Les dépenses totales pour les missions d'examen se sont élevées à 42 940 dollars des Etats-Unis et sont réparties comme suit:

Amériques:	11 550 dollars E.-U.
Europe:	12 940 dollars E.-U.
Afrique	13 400 dollars E.-U.
Asie:	5 050 dollars E.-U.

2. Ces chiffres ne comprennent pas les coûts liés à la réunion de tous les membres organisée à Genève en novembre 2001, d'un montant de 12 160 dollars des Etats-Unis, comportant les indemnités journalières de subsistance pour les participants et les services d'interprétation. Les dépenses totales liées à l'exercice se sont donc élevées à 55 100 dollars des Etats-Unis.

3. D'autres frais supplémentaires peuvent être imputés qui comprendraient: trois semaines-personne de personnel sur le terrain pour organiser et aider la mission d'examen; et deux semaines-personne de personnel au siège pour assurer le secrétariat de l'ensemble de l'exercice, y compris la fourniture de listes de projets répondant aux critères pour les examens, l'obtention des accords nécessaires de l'ensemble des parties, l'organisation des plans de voyage, la définition de mandats propres au projet, la synthèse et/ou la rédaction des rapports nécessaires, enfin les services nécessaires à l'ensemble de l'exercice. Au coût standard, ces travaux représentent environ 14 000 dollars des Etats-Unis en frais de personnel.

¹ Document GB.277/10/1.

Annexe 2

Missions dans les pays et dans le cadre des programmes réalisées par les membres du conseil d'administration du PNUD et de l'UNICEF

PNUD

1. Les membres du conseil d'administration se rendent chaque année dans deux pays (et régions différentes). Le nombre de membres du conseil prenant part à ces missions est décidé par le conseil lui-même. Le PNUD ne paie que pour les membres des pays les moins avancés. L'objectif est d'évaluer directement comment les directives du conseil d'administration sont exécutées sur le terrain. L'accent est mis sur les résultats du projet, la coordination avec les autres donateurs et la perception des pays hôtes de l'utilité des programmes. Les membres rencontrent divers interlocuteurs (gouvernements, ONG, organisations de la société civile, universitaires, etc.). Ils présentent un rapport qui est transmis et discuté au conseil d'administration.

UNICEF

2. En concertation avec la directrice générale et les gouvernements hôtes, des représentants des pays membres représentés au conseil effectuent des visites sur le terrain, ceci en considération du fait que les visites sur le terrain des représentants des Etats membres du conseil d'administration contribueront au fonctionnement du conseil d'administration, et en particulier de la Commission des programmes, en offrant un meilleur aperçu des travaux de l'UNICEF sur le terrain. Les personnes participant aux visites sur le terrain soumettent des rapports à la Commission des programmes lors des sessions régulières du conseil d'administration. La directrice générale organise jusqu'à deux visites sur le terrain (pas plus de deux pays par visite) chaque année, chacune d'entre elles pour une moyenne de six membres du conseil d'administration. Les dépenses des participants des pays développés sont prises en charge par les pays eux-mêmes tandis que celles des participants des autres pays sont couvertes par une échelle mobile du budget administratif de l'UNICEF.

Annexe 3

Projets ayant fait l'objet d'une visite et membres des équipes

Afrique, République-Unie de Tanzanie

Titre du projet:	Programme IPEC en Tanzanie
Composition de l'équipe:	M. Agyei M ^{me} N. Lusenga M. Sanzouango

Amériques

Titre du projet:	MATAC – (modernisation des administrations du travail d'Amérique centrale, du Belize, de la République dominicaine et du Panama); PROMICRO – Proyecto Centroamericano de apoyo a Programas de Microempresa (projet centre-américain de promotion de soutien à la micro-entreprise en Amérique centrale)
Composition de l'équipe:	Dr Zoilo Núñez Salcedo M. Bingen de Arbeloa M. J. Olivio Miranda Oliveira

Asie et Pacifique, Népal

Titre du projet:	SAVPOT (projet visant à promouvoir le tripartisme et le dialogue social en Asie du Sud et au Viet Nam)
Composition de l'équipe:	M ^{me} Sarmiento M. Suzuki M ^{me} Yacob

Europe, Moscou

Titre du projet:	Development of Modular Skills Training (mise au point de systèmes de formation modulaire) (Fédération de Russie)
Composition de l'équipe:	Lord Brett M ^{me} Lidija Horvatic M ^{me} Natalia Quintavalle